



ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N° de marché : 2018-02

Le marché est passé avec procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Objet du marché : Création d'un BMX Park.

Adresse d'exécution : Commune de KERGLOFF- rue de Poulfanc-aire sportive et de loisirs

B. IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES

1- Identification du maître de l'ouvrage

COMMUNE DE KERGLOFF

2 Place Saint Trémeur

29270 KERGLOFF

Tel : 02 98 93 40 43

Mail : mairie@kergloff.fr

Siret : 212 900 898 00017

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Maire de KERGLOFF

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre est assurée par :

Monsieur le Maire de KERGLOFF

MAIRIE

2 Place saint Trémeur-29270 KERGLOFF

Tel : 02 98 93 40 43

Mail : mairie@kergloff.fr

Bénéficiaire d'une assistance à maîtrise d'ouvrage assurée par :

Le S.I.E.C.E. de HUELGOAT / CARHAIX,

Représenté par M. Jean-Marie OLIVIER

Zone Communautaire du Vieux Tronc

29690 LOCMARIA – BERRIEN,

02 98 93 99 03 - 06 60 30 12 45

Mail : jm.olivier.siege@orange.fr

2. Identification du Candidat / Titulaire

Nom prénom :

☐ Agissant pour son propre compte

☐ pour le compte de la société.....

Adresse du siège social :

.....
.....
.....

Téléphone :

Mail :

Siret :

L'offre correspond au (cocher) :

- ☐ Lot 1 : Travaux préparatoire (réalisation de la piste à plat)
- ☐ Lot 2 : Travaux de finition comprenant la mise en forme d'obstacles et des virages
- ☐ Lot 3 : Rampe et clôture bois

En cas de sous-traitance, joindre le DC4

C. OBJET DU MARCHÉ

L'offre correspond au (cocher) :

- ☐ Lot 1 : Travaux préparatoire (réalisation de la piste à plat)
- ☐ Lot 2 : Travaux de finition comprenant la mise en forme d'obstacles et des virages
- ☐ Lot 3 : Rampe et clôture bois

Le marché est constitué par les documents contractuels ci-dessous énumérés par ordre de priorité :

- le présent document valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- les annexes énumérées ci-dessous :

- ☒ le détail descriptif estimatif
- ☒ les plans des travaux
- ☒ le cahier de clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 modifié
- ☒ le cahier des clauses techniques générales (CCTG)
- ☒ la note technique joint par le candidat à l'appui de son offre

D. PRIX DU MARCHÉ

Les prix sont :

- ☐ forfaitaires
- ☒ unitaires

Les prix sont :

- ☒ fermes et actualisables dans les conditions prévues par le décret n°2016-360 du 25 mars 2016
- ☐ révisables.

Indice de référence pour l'actualisation : Indice TP 01

Mois Zéro = mois de remise des offres soit octobre 2018

Le montant du marché est le suivant :

Montant du marché hors TVA :

Montant de la TVA (20,00 %) :

Montant total TVA incluse :

Arrêté en lettres à :
.....

Compte à créditer (joindre un Relevé d'identité Bancaire) :

IBAN :

BIC :

Retenue de garantie :

Oui ☒

Non ☐

Avance forfaitaire : (uniquement pour les marchés supérieurs à 50 000 € H.T)

☒ sans objet ;

☐ ~~le titulaire refuse de percevoir l'avance forfaitaire~~

☐ ~~le titulaire ne refuse pas de percevoir l'avance forfaitaire dans les conditions prévues à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics~~

Modalités de règlement :

L'exigibilité des paiements est fixée comme suit :

☐ Acompte(s) mensuel(s) (suivant phasage et découpage des prestations) -solde

☒ présentation d'une facture unique portant objet et n° du marché

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

E. DELAI D'EXECUTION

Le marché sera réalisé dans un **délai global de 12 semaines** qui court à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux. Il n'est pas prévu de période de préparation.

Le délai d'exécution propre à chaque lot est défini comme suit :

Lot	Délai prévu par le maître de l'ouvrage	Délai proposé par le candidat
Lot 1	6 semaines	
Lot 2	3 semaines	

Lot 3	3 semaines	
Soit un délai global de	12 semaines	

En cas d'optimisation du délai par une des entreprises titulaires, un nouveau calendrier détaillé d'exécution détaillant les périodes d'intervention de chaque entreprise sera joint à l'ordre de service de démarrage des travaux et annexé au présent acte d'engagement.

En cas de difficultés d'exécution en raison des conditions météorologiques, le titulaire en informe le maître d'œuvre dans les plus brefs délais qui décide ou non d'interrompre les travaux.

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule figurant au C.C.A.G.

F. DISPOSITIONS DIVERSES

Résiliation du marché : Les dispositions du CCAG sont seules applicables.

Responsabilité :

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail :

▪ Responsabilité :

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlement et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du code civil.

▪ Assurance de responsabilité civile pendant et après les travaux.

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels, doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Par dérogation à l'article 4.3 du CCAG, leurs polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

- Pendant les travaux :
 - Dommages corporels : 1 525 000,00 € par sinistre ;
 - Dommages matériels et immatériels : 4 574 000,00 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 4 574 000,00 €.
- Après les travaux :
 - Tous dommages confondus : 4 574 000,00 € dont dommages immatériels non consécutifs : 4 574 000,00 €.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir avant la notification du marché, une attestation émanant de leur compagnie d'assurance ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, répondant aux mêmes conditions de garanties. Sur simple demande du maître d'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

Mesures d'ordre social :

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Réception des ouvrages :

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Délai de garantie : Les dispositions du CCAG sont seules applicables.

Documents fournis après exécution :

La liste des documents à remettre après exécution au maître d'œuvre, en 3 exemplaires est fixée comme suit :

- ☒ Le dossier des ouvrages exécutés au plus tard le jour des opérations préalables à la réception
- ☐ Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages conformes aux normes françaises en vigueur
- ☐ Autres (à préciser)

E) ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR

Le candidat/titulaire déclare sur l'honneur :

- ne pas faire l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics (ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France)
- ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire, pour les infractions visées aux articles L324-9, L 324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du code du travail (ou règle équivalente pour les candidats non établis en France)
- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L143-3 et L620-3 du code du travail (ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France).

SIGNATURES

A _____ , le _____
Le candidat

A _____ , le _____
La personne responsable du marché

CADRE POUR FORMULE DE NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CREANCES

Copie certifiée conforme à l'original, délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément à la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises .En ce qui concerne :

☐ La totalité du marché

☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché.

(indiquer le montant en chiffres et en lettres)

.....
.....

A _____ , Le
La personne responsable du marché

NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie certifiée conforme du marché au titulaire.

En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :

Reçu à titre de notification une copie certifiée conforme du présent marché.

A _____ , Le

Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.